



Projet de communiqué de presse :

Eswatini : aucune enquête ouverte un mois après le meurtre de Thulani Maseko. Les groupes de défense des droits de l'homme réclament une enquête indépendante et menée à l'échelle continentale.

Addis Abeba — 27 février 2023. Cela fait exactement cinq semaines que l'éminent avocat et militant des droits de l'homme, Thulani Maseko, a été assassiné en Eswatini devant sa femme et ses deux enfants, obligeant le monde à se réveiller et à prendre conscience des violations flagrantes des droits de l'homme qui sont commises dans la dernière monarchie absolue d'Afrique. Cet événement tragique a fait l'objet d'une pléthore de condamnations de la part de hautes personnalités dont, le Secrétaire général des Nations Unies (ONU), le président namibien Dr Hage G. Geingob, le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat et des institutions telles que la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP), de divers représentants des mécanismes spéciaux au plan international et continental, ainsi que d'un nombre considérable d'acteurs de la société civile, de dirigeants et de gouvernements dans le monde. Cependant, il est peu probable que le roi Mswati III, le gouvernement et l'appareil sécuritaire violent (composé de sociétés militaires privées qui relèvent directement du roi) qu'il dirige, tiennent un jour compte des nombreux appels à la raison et à la justice. Cette situation a donné lieu au lancement d'une vaste campagne de pétitions par le biais de laquelle plus de 180 organismes ont réclamé des actions concrètes de la part du gouvernement d'Eswatini.

La pétition dont une ampliation a été transmise à l'UA, à l'ONU et à plusieurs chefs d'États et de gouvernements, vise à susciter la prise de mesures efficaces pour conforter la confiance dans la procédure d'enquête diligente et de traduction en justice des responsables de l'assassinat de Thulani Maseko, ainsi qu'à garantir le respect des normes en vigueur qui régissent et protègent les principes des droits de l'homme et des libertés fondamentales de tous les citoyens africains (y compris ceux d'Eswatini).

« Un mois après le meurtre odieux [de Thulani Maseko], le gouvernement d'Eswatini n'a entrepris aucune action visant à montrer un quelconque engagement à faire la lumière sur le meurtre de Thulani. Au lieu de cela, il s'est empêtré dans des contradictions inhérentes à ses tactiques d'intimidation et de menaces à l'égard des défenseurs de la démocratie et des droits de l'homme, ainsi que des entités et des personnes qui adhèrent à ces valeurs, » indique la pétition.

Il est rapporté que certains acteurs de la société civile et des collègues de Thulani Maseko sont victimes d'intimidation et pris en filature au quotidien par les agents de sécurité du gouvernement et des mercenaires de sociétés privées au service du roi. La pétition met l'accent sur la sécurité de ces personnes qui est de plus en plus menacée. Des avocats représentant des défenseurs de la démocratie



(que le gouvernement qualifie de terroriste) ont été assassinés et ceux qui ont eu la chance d'échapper à la mort sont victimes d'arrestations illégales, d'intimidation et de harcèlement systématique, ce qui les contraint à abandonner leurs clients. Aucun signe n'atteste non plus de l'intention du gouvernement de relâcher son étreinte, notamment à l'égard de toutes les formes de répression de l'opposition.

Les pétitionnaires ont formulé les demandes suivantes au gouvernement d'Eswatini :

1. Autoriser immédiatement la mise en place d'un groupe d'experts internationaux qui mèneront une enquête approfondie, indépendante et rapide sur les circonstances de l'assassinat de Thulani Maseko.
2. Libérer tous les prisonniers politiques et interdire l'usage excessif de la force pour disperser les manifestants, les arrestations arbitraires habituelles et les assassinats de manifestants pacifiques et d'activistes exprimant des opinions divergentes.
3. Annuler immédiatement tout contrat et mettre fin à la politique et à la pratique du recrutement de sociétés militaires privées pour réprimer les manifestants et les défenseurs de la démocratie, en les qualifiant de terroristes, ce qui en fait des « cibles légitimes » à éliminer.
4. Mettre immédiatement fin à la rhétorique de la violence à l'égard des activistes prodémocratie et des défenseurs des droits de l'homme.

Contexte :

Depuis le 29 juin 2021, l'Eswatini est en proie à des crises récurrentes et on dénombre au moins cent [100] civils innocents (dont des enfants en âge scolaire et des femmes) tués par l'armée et les forces de sécurité sous les ordres clairs du chef de l'État et du gouvernement, Sa Majesté, le roi Mswati III. Plus de 200 citoyens présentent des lésions et des séquelles graves du fait des blessures par balles et des agressions et plus de 700 personnes sont en détention, dont la majorité ne bénéficie d'aucune représentation, ce qui a pour corollaire l'explosion du nombre de cas de condamnation, de lourdes amendes et de peines de privation de liberté. L'État poursuit inexorablement sa politique d'assassinats ciblés. Les manifestants sont ciblés en vue de leur élimination, comme le confirme un certain Arno Pienaar, qui coordonne le Bastion Group, une société de sécurité privée immatriculée en Afrique du Sud, qui d'après ses dires, a été recrutée par le roi Mswati III pour l'exécution sommaire de terroristes (activistes prodémocratie). Trois semaines avant la suppression de Thulani Maseko, deux autres personnes avaient été tuées par les forces de sécurité de l'État et leurs compères. L'une a été enlevée, puis retrouvée sans vie dans un fossé et l'autre a été poursuivie par un hélicoptère et abattue d'une balle depuis le ciel. Cette dernière pratique est devenue très courante, une sorte de sport macabre pratiqué pour intimider la population. Voilà à quel point la situation est diabolique en Eswatini à l'heure actuelle. La crise de juin 2021 et les massacres qui en ont résulté marquent l'aboutissement



d'années de manquement aux principes de respect, de protection et de promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales consacrés dans la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples [CADHP, Charte africaine]. Cette politique autorisant la commission de meurtre en toute impunité a été annoncée par le roi Mswati III et diffusée quatre heures avant l'assassinat brutal de Thulani Maseko le 21 Janvier 2023.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

XXXXX à Dakar

XXXXX en Afrique du Sud

XXXXX au Zimbabwe

XXXXX aux États-Unis

XXXXX au Royaume-Uni